



Arrondissement de
SELESTAT-ERSTEIN

**Procès-Verbal des délibérations du Conseil Municipal
Séance du 30 octobre 2023**

Nombre des conseillers élus : 15
Conseillers en fonction : 14
Conseillers présents : 12

Sous la présidence de Monsieur Denis RUXER
Maire de Saint-Pierre

Excusés : - Madame Valérie CREUTZBURG qui donne procuration à Madame Nadia SCHWAB,
- Madame Isabel DA MATA qui donne procuration à Madame Sandrine SOLLE,
- Monsieur Damien GRESSLER qui donne procuration à Monsieur Christophe COURRIER,
- Monsieur Francesco DE PALMA qui donne procuration à Monsieur Laurent EISENECKER.

Absents : - Madame Estelle MONPEYSEN,
- Madame Stéphanie POOS.

ORDRE DU JOUR

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 04 septembre 2023
2. Désignation du secrétaire de séance
3. Décision modificative
4. Baux de chasse : Délimitation périmètre lot de chasse
5. Baux de chasse : Agrément des candidatures
6. Baux de chasse : Approbation convention gré à gré
7. École / Regroupement Pédagogique Intercommunal
8. Travaux SDEA
9. Contrat concession ENEDIS
10. Divers et communication

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 04 septembre 2023

Le procès-verbal de la séance du 04 septembre 2023 a été adopté à l'unanimité.

Adopté à l'unanimité

2. Désignation du secrétaire de séance

Conformément à l'article L121-14 du Code des Communes, le conseil municipal, après délibération et vote, à l'unanimité, décide de désigner un secrétaire de séance, en la personne de Madame Nadia SCHWAB.

Adopté à l'unanimité

3. Décisions modificatives

Après vérification des comptes, une régularisation s'avère nécessaire :

Décision modificative n°1

La facture des travaux concernant l'installation de la borne électrique s'élève à 11.561,68 €. Le budget inscrit pour ces travaux est de 10.000,00 €. Il s'avère nécessaire d'augmenter le budget pour cette opération et de procéder à la décision modificative suivante :

Article 21351 - Opération 2021 Installation de bornes recharges élec.	+ 2.000,00 €
Article 21561 - Opération 1021 Achat véhicule électrique	- 2.000,00 €

Le conseil municipal habilite également Monsieur le Maire pour signer tous les documents relatifs aux décisions prises à ce sujet.

Adopté à l'unanimité

4. Baux de chasse : Délimitation périmètre lot de chasse

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 définissant le Cahier des Charges Type relatif à la location des chasses communales du Bas-Rhin pour la période du 2 février 2024 au 1^{er} février 2033,

Vu l'avis favorable de la commission consultative communale de la chasse en date du 13 octobre 2023 ;

EXPOSE

En application du Code de l'environnement, le droit de chasse est administré par la commune au nom et pour le compte des propriétaires.

Les baux de location des chasses communales sont établis pour une durée de 9 ans et les baux actuels expirent le 1^{er} février 2024. Les chasses seront donc remises en location pour une nouvelle période de 9 ans du 2 février 2024 au 1^{er} février 2033.

En début de procédure, la commission consultative communale de chasse doit émettre un avis simple sur la composition et la délimitation du ou des lots de chasse communaux, le mode de location, l'agrément des candidats et le cas échéant sur les conventions de gré à gré, etc...

Il appartient ensuite au conseil municipal, après avis simple de la commission consultative communale de chasse de décider de la constitution et du périmètre du ou des lots de chasse, du choix de la procédure de location, et de l'adoption de clauses particulières, etc...

S'agissant du mode de location, le choix du conseil municipal, après avis de la commission consultative, dépend de l'exercice ou non du droit de priorité par le locataire sortant :

- En cas d'exercice droit de priorité et lorsqu'il trouve à s'appliquer, le conseil municipal peut décider de recourir à l'adjudication publique ou de conclure une convention de gré à gré avec le titulaire du lot en place.

- S'il n'y a pas d'exercice du droit de priorité, le conseil municipal peut décider de recourir à l'adjudication publique ou à la procédure d'appel d'offres.

S'agissant des clauses particulières, le conseil municipal peut compléter le cahier des charges type par l'adoption de telles clauses.

Ces clauses particulières doivent être portées à la connaissance des candidats tel que prévu par l'article 15 du cahier des charges type 2024-2033, et être intégrées dans le bail de chasse conclu avec le locataire.

APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :

La constitution et le périmètre du ou des lots de chasse, caractéristiques et contraintes du ou des lots :

- décide de fixer à 191 ha 02 a et 84 ca la contenance des terrains à soumettre à la location,
- décide de procéder à la location en un seul lot comprenant 191 ha 02 a et 84 sur le ban communal de Saint-Pierre.

Adopté à la majorité :

- **9 pour,**
- **3 abstentions.**

5. Baux de chasse : Agrément des candidatures

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 définissant le Cahier des Charges Type relatif à la location des chasses communales du Bas-Rhin pour la période du 2 février 2024 au 1^{er} février 2033,

Vu la délibération du conseil municipal en date de ce jour, préalablement aux présentes, portant approbation de la constitution et du périmètre du lot de chasse, des caractéristiques des lots et des conditions particulières

Vu l'avis favorable de la commission consultative communale de chasse en date du 13 octobre 2023

EXPOSE

En application du Code de l'environnement, le droit de chasse est administré par la commune au nom et pour le compte des propriétaires.

Les baux de location des chasses communales sont établis pour une durée de 9 ans et les baux actuels expirent le 1^{er} février 2024. Les chasses seront donc remises en location pour une nouvelle période de 9 ans soit du 2 février 2024 au 1^{er} février 2033.

Tous les candidats à la location de la chasse communale doivent fournir un dossier de candidature complet (article 16 du cahier des charges type).

Les déclarations de candidature et les pièces annexées sont examinées et agréées par le Conseil Municipal après avis de la commission consultative communale de chasse. Il convient de se référer à l'article 17 du cahier des charges type relatif aux modalités et conditions d'agrément des candidatures.

Les règles relatives au dossier et à l'agrément des candidatures s'appliquent quel que soit le mode de location (partie A de la délibération) :

- Si le droit de priorité trouve à s'exercer : convention de gré à gré, adjudication avec droit de priorité ;
- En l'absence de droit de priorité : appel d'offres ou adjudication.

Si le dossier est complet et que le candidat n'est pas concerné par un motif d'irrecevabilité, sa candidature pourra être agréée. Dans le cas contraire, sa candidature ne devrait pas être agréée par le Conseil Municipal.

APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :

1°) Monsieur le Maire expose au Conseil la demande de Monsieur Paul VAN DEN BOOGAARD représentant la SCI Domaine d'Itenwiller, en date du 05 septembre 2023, sollicitant la réservation de son droit de chasse sur les terrains du Domaine.

Vu la demande présentée par Monsieur Paul VAN DEN BOOGAARD,

Vu l'article 4 du Cahier des Charges Type relatif à la période de location du 2 février 2024 au 1^{er} février 2033 relatif au droit de chasse réservé,

Considérant que les conditions définies à l'article visé ci-dessus, dûment vérifiées par Monsieur le Maire, sont remplies,

Après en avoir délibéré,

Décide à la majorité d'agréer la demande de réservation du droit de chasse par Monsieur Paul VAN DEN BOOGAARD représentant la SCI Domaine d'Itenwiller.

Adopté à la majorité :

- **9 pour,**
- **3 abstentions.**

2°) Monsieur le Maire expose au Conseil le courrier de Monsieur Jean-Pierre JUAN en date du 05 octobre 2023, locataire actuel de la chasse sollicitant le renouvellement de son bail, ainsi que son dossier de candidature conforme.

Vu la demande et le dossier présentés par Monsieur Jean-Pierre JUAN,

Vu l'article 2 du Cahier des Charges Type relatif à la période de location du 2 février 2024 au 1^{er} février 2033 relatif au droit de priorité des locataires en place,

Considérant que les conditions définies à l'article visé ci-dessus, dûment vérifiées par Monsieur le Maire, sont remplies,

Après en avoir délibéré,

Décide à la majorité d'agréer la candidature de Monsieur Jean-Pierre JUAN.

Adopté à la majorité :

- **9 pour,**
- **3 abstentions.**

6. Baux de chasse : Approbation convention gré à gré

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 définissant le Cahier des Charges Type relatif à la location des chasses communales du Bas-Rhin pour la période du 2 février 2024 au 1^{er} février 2033,

Vu la délibération du conseil municipal en date de ce jour, préalablement aux présentes portant approbation de la constitution et du périmètre du lot de chasse, des caractéristiques du lot et des conditions particulières,

Vu la délibération du conseil municipal en date de ce jour, préalablement aux présentes, portant agrément des locataires.

Vu l'avis favorable de la commission consultative communale ou de chasse en date du 13 octobre 2023

EXPOSE

En application du Code de l'environnement, le droit de chasse est administré par la commune au nom et pour le compte des propriétaires.

Les baux de location des chasses communales sont établis pour une durée de 9 ans et les baux actuels expirent le 1^{er} février 2024. Les chasses seront donc remises en location pour une nouvelle période de 9 ans soit du 2 février 2024 au 1^{er} février 2033.

La commission consultative communale de chasse doit émettre un avis simple sur l'agrément des candidats et si les conditions sont réunies, sur les conventions de gré à gré.

Par une première délibération en date de ce jour, préalablement aux présentes, le Conseil municipal a agréé la candidature des locataires pour le lot de chasse.

Si le droit de priorité pour le lot trouve à s'exercer et si le locataire sortant d'un ou de plusieurs lots concernés a fait valoir son droit de priorité dans les formes et délais réglementaires, la

passation d'un nouveau bail interviendra soit par une convention de gré à gré, soit après une procédure d'adjudication.

Il appartient au Conseil municipal, après avis simple de la commission communale, d'approuver les conventions de gré à gré, lorsque les conditions nécessaires pour la mise en œuvre de cette procédure sont remplies, en particulier l'exercice du droit de priorité.

Après approbation par le Conseil municipal, la convention pour chacun des lots concernés doit être signée par le maire et le locataire avant le 2 novembre 2023.

APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :

1°) Après avoir constaté la recevabilité de la demande de chasse réservée par Monsieur Paul VAN DEN BOOGAARD, représentant la SCI Domaine d'ITTENWILLER, et que celui-ci qui a fait valoir son droit dans les formes et conditions prévues par les textes :

- approuve la convention de gré à gré type jointe en annexe, à conclure avec ce locataire pour un prix de cent quatre-vingt-seize euros (196,00 €),
- autorise le Maire à signer le bail de location de la chasse communale.

Adopté à la majorité :

- **9 pour,**
- **3 abstentions.**

2°) Après avoir constaté la recevabilité du dossier de candidature du locataire sortant, Monsieur Jean-Pierre JUAN, pour ce lot et que celui-ci qui a fait valoir son droit de priorité dans les formes et conditions prévues par les textes :

- approuve la convention de gré à gré type jointe en annexe, à conclure avec ce locataire pour un prix de mille cinq cents euros (1.500,00 €),
- autorise le Maire à signer le bail de location de la chasse communale.

Adopté à la majorité :

- **9 pour,**
- **3 abstentions.**

7. École / Regroupement Pédagogique Territorial

7.1. Convention RPI

Suite à la création du RPI entre les communes de Saint-Pierre et d'Eichhoffen pour la rentrée 2023/2024 et la création d'un service de cantine scolaire à midi et d'un accueil extrascolaire le soir, il y a lieu de délibérer sur la convention qui sera appliqué pour ce RPI entre ces deux communes.

Afin de définir les conditions et les obligations respectives de chacune des communes, une convention pour la gestion du regroupement pédagogique intercommunal a été créée.

Monsieur le Maire a transmis un projet de cette convention par mail, lors de la convocation des conseillers, afin qu'ils puissent en prendre connaissance avant le conseil de ce jour.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- ☐ Approuve la convention pour la gestion du RPI tel qu'il est annexé à la présente délibération,
- ☐ Autorise Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document ou modificatif relatif à la présente délibération et convention.

Adopté à l'unanimité

7.2. École

Monsieur le Maire informe le conseil municipal, que la classe de CM1-CM2 souhaite s'occuper d'un animal dans le cadre de leur projet pédagogique. Un poulailler a été donné par des parents de l'école d'Eichhoffen, et prochainement des poules seront installées dans le jardin de l'école.

8. Travaux SDEA

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le SDEA continue les travaux sur la tranchée drainante. L'ouvrage du fossé à redents risque de déborder sur l'emprise du chemin rural « Leimengrubweg » situé section 15 du ban communal de Saint-Pierre.

Afin de permettre la réalisation de ces travaux, le conseil, après en avoir délibéré, autorise le Maire à signer tous documents nécessaires à cette opération (procès-verbal d'arpentage, conventions, demande de travaux, arrêtés...).

Adopté à l'unanimité

9. Contrat concession ENEDIS

La commune de Saint-Pierre a conclu un contrat de concession avec Electricité de France - Enedis en ce qui concerne la distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés sur le territoire.

Ce contrat de concession comporte un cahier des charges intégrant un schéma directeur des investissements, établi sur la durée du contrat, ainsi qu'un programme pluriannuel des investissements pour la période 2020-2023.

Ce programme arrivant à son terme, Enedis a présenté lors de la réunion du 13 avril 2023 un bilan technique et financier de la période écoulée à Monsieur le Maire.

A la suite de cet échange, les parties ont convenu d'intégrer au contrat de concession, par voie d'avenant, le programme pluriannuel d'investissement (PPI) de la période 2024-2027 qui succède donc au PPI de la période 2020-2023.

Dans cette optique, le conseil municipal :

- Donne tout pouvoir à Monsieur le Maire à l'effet de conclure cet avenant au contrat de concession avec Enedis pour le PPI 2024-2027,
- Autorise Monsieur le Maire à signer cet avenant et à le modifier le cas échéant.

Adopté à l'unanimité

10. Divers et communication

10.1. Stationnement hors cases

La rue de l'Eglise est une zone particulièrement fréquentée par des véhicules pendant les temps scolaires, or il existe régulièrement des stationnements de véhicules sur les trottoirs en infractions des règles du Code de la Route. Durant le printemps, des places de stationnement ont été matérialisées par les ouvriers communaux, un arrêté sera pris par Monsieur le Maire interdisant le stationnement de tous les véhicules en dehors des emplacements de stationnement matérialisés au sol.

10.2. Avis sur bruits voisinage

Il est rappelé que l'arrêté du 25 juin 2015 précise que les travaux de bricolage et de jardinage utilisant des appareils à moteur thermique, ne sont autorisés qu'aux horaires suivants : du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 19h ; les samedis de 8h à 12h et de 14h à 19h et le dimanche de 10h à 12h.

En ce qui concerne le dépôt des verres, le règlement de collecte du SMICTOM Alsace Centrale précise que les bouteilles et bocaux en verres doivent être rapportés dans les points d'apport volontaire entre 7h et 20h.

Afin de limiter des nuisances sonores, et éviter que le voisinage ne soit gêné par des bruits répétés et intempestifs, Monsieur le Maire prendra un nouvel arrêté sur les restrictions d'horaires.

Le conseil propose de limiter ces bruits aux horaires suivants : du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 19h ; les samedis de 8h à 12h et de 14h à 19h.

10.3. Bornes biodéchets

Plusieurs habitants se sont plaints que la borne biodéchets près de l'épicerie est souvent pleine. Il sera pris contact avec le SMICTOM Centre Alsace pour voir ce qu'il est possible de faire.

Il est rappelé que deux autres bornes biodéchets sont disponibles : rue de l'église près du Centre Socio-Culturel et rue des Érables près du cimetière.

10.4. Conseil Municipal des Jeunes

Monsieur le Maire souhaite que le conseil municipal des Jeunes puisse à nouveau fonctionner. L'idée sera relancée avec plusieurs membres du conseil municipal.

10.5. Cuve Stockage eau

Des habitants ont demandé si une subvention était possible pour une cuve de stockage d'eau. Monsieur le maire les a invités à se rapprocher de l'agence de l'eau qui peut financer certaines de ces cuves.

10.6. Quelques dates à retenir :

Voici quelques dates à retenir pour les futures manifestations à Saint-Pierre :

- une réunion est à prévoir pour les investissements du budget 2024 : le 27 ou 28 novembre 2023 ;
- Cérémonie du 11 novembre : Vendredi 10 novembre 2023 à 18h ;
- Banque alimentaire : Du 24 au 26 novembre 2023 : possibilité de passer à la Mairie toute la semaine pour déposer les dons alimentaires ;
- Challenge recyclage téléphone mobile d'ORANGE : du 13 novembre 2023 au 09 février 2024
- Fêtes des aînés : 21 janvier 2024 ;
- Vœux de Monsieur le Maire : 02 janvier 2024.

Saint-Pierre, le 31 octobre 2023

Madame Nadia SCHWAB
Secrétaire de séance



Monsieur Denis RUXER,
Maire de Saint-Pierre



